



Rencontre avec les représentant·es et les membres de l'organisation ADEPZA (Asociación por el Desarrollo de la Península de Zacate Grande) dans les locaux de la radio communautaire « La Voz de Zacate Grande ». Photo : Seth Sidney Berry / EPER 2023

Espoirs et déceptions après le changement de gouvernement au Honduras

L'élection de la présidente Xiomara Castro fin 2021 a suscité de grands espoirs au sein de la population hondurienne. Douze ans après le coup d'État militaire de 2009, elle a donné un signal positif : première femme à occuper le poste de présidente du Honduras, elle a promis plus de participation, de transparence et de justice ; elle voulait mettre fin à la corruption et à l'impunité. Mais quel est le bilan de Xiomara Castro après presque deux ans au pouvoir ? Quels changements PWS constate-t-elle dans son travail d'accompagnement ?

Texte : Julien Christe, coordinateur de mission au Honduras

L'élection de Xiomara Castro en décembre 2021 a été historique à plus d'un titre. Non seulement elle est la première femme à occuper la plus haute fonction de l'État, mais son parti de gauche, Libre, ne représente aucun parti du système bipartite traditionnel. Dans son discours d'investiture, la présidente s'est concentrée sur des groupes de population qui, par le passé, n'étaient guère présents dans la vie politique et publique ou, au mieux, étaient marginalisés. Les femmes ainsi que les populations rurales, autochtones et afrodescendantes ont peut-être eu pour la première fois l'impression que leurs intérêts et leurs préoccupations allaient désormais compter.

Désenchantement : les rapports de force effectifs n'ont guère changé.

Après un bref moment d'espoir, la triste réalité a fait son retour. Le nouveau gouvernement avait certes le contrôle de l'exécutif, mais il a rapidement dû constater que les autres sphères d'influence resteraient en grande partie hors de portée. Les élites économiques, liées aux partis traditionnels et au crime organisé, conservaient une influence décisive sur la justice, le pouvoir législatif, la sécurité et l'économie.

L'exemple de la réforme fiscale

Ces limites sont devenues particulièrement évidentes lorsque le gouvernement a voulu adopter une réforme fiscale pour une imposition progressive. La réforme fiscale devait mettre un terme au fait que les familles les plus riches du Honduras et les entreprises qu'elles contrôlent bénéficient de taux d'imposition proches de zéro – voire négatifs compte tenu des aides étatiques. Le projet de loi a été présenté à tous les secteurs de la société. Les élites économiques ont immédiatement réagi : elles avaient l'habitude de rédiger elles-mêmes les lois et ne voulaient pas être seulement consultées. Dans les médias et sur les réseaux sociaux, elles ont lancé une campagne de dénigrement contre l'administration fiscale et son directeur,

marquée par des intimidations, des attaques personnelles et des arguments fallacieux. L'objectif était clair pour les membres du Conseil : continuer à ne pas payer d'impôts. La proposition de loi n'a pas encore été examinée par le Congrès.

Et les droits humains ? Plus d'échanges avec les instances gouvernementales ...

Le bilan en matière de droits humains est très mitigé. Un point positif est l'amélioration de l'accès aux politiques pour les groupes minoritaires. Sous les gouvernements précédents, il était impensable que les organisations de femmes et des droits humains ou les organisations de peuples autochtones puissent exposer leurs problèmes et leurs propositions lors de rencontres avec les ministres ou la présidence. Aujourd'hui, les représentant-es de la société civile font partie du gouvernement et de telles rencontres sont possibles. De plus, depuis l'arrivée au pouvoir de Xiomara Castro, il n'y a pratiquement plus de répression contre les manifestations.

... mais peu d'avancées pour les personnes concernées

Malgré les bonnes intentions du gouvernement Castro, la situation reste extrêmement problématique pour les groupes marginalisés : les agressions et les meurtres de femmes, d'autochtones, de défenseur-es des droits humains et de représentant-es de la communauté LGBTQ+ n'ont pas diminué ; la criminalisation et l'impunité restent élevées. En 2023, 292 féminicides ont été enregistrés à la fin du mois d'août¹. En 2022, le ministère public a enregistré environ 2'944 cas de violences sexuelles contre des femmes ou des enfants. 64% de ces cas concernaient des mineur-es âgé-es de 10 à 14 ans. Ces chiffres sont pourtant bien en deçà de la réalité. Souvent, aucune plainte n'est déposée, car 90% des cas signalés ne sont pas poursuivis. L'ampleur de la violence est alarmante. Rien que dans la région d'Aguán, au nord-est du Honduras, où des conflits pour la propriété de la terre opposent des groupes paysans à des entreprises d'huile de palme et d'extraction minière qui coopèrent avec le trafic de drogue, au moins dix défenseur-es des droits humains ont été tués depuis janvier 2023. Les mesures de protection accordées par l'État – ou par la Commission interaméricaine des



Julien Christe a succédé à Mireia Izquierdo en août 2023 pour coordonner le travail d'accompagnement des droits humains des équipes internationales. Julien est suisse et a étudié les sciences politiques et l'informatique à Genève. En 2018, il a effectué une mission pour PWS au Honduras. Depuis, il vit et travaille majoritairement sur place et a notamment été co-coordonateur pour l'organisation américaine Witnesses for Peace. Nous sommes ravis d'avoir Julien dans l'équipe de PWS Honduras !

droits de l'homme (CIDH) – sont insuffisantes pour empêcher les assassinats. Le gouvernement ne veut pas ou n'est pas en mesure de faire valoir son poids politique sur les causes des problèmes et de remettre à leur place les associations économiques et leurs partenaires du trafic de drogue.

Qu'est-ce que cela signifie pour l'accompagnement de PWS en matière de droits humains ?

Depuis le changement de gouvernement, PWS a pu constater des changements dans son travail d'accompagnement : les contacts avec l'autorité nationale des droits humains sont devenus plus réguliers et plus ouverts. PWS a déjà pu rencontrer et échanger à plusieurs reprises avec le Secrétariat hondurien des droits humains. Les campagnes de diffamation

contre PWS n'ont plus lieu depuis longtemps. L'aggravation des conflits fonciers entraîne cependant une nette augmentation des demandes d'accompagnement auprès de PWS, y compris celles que PWS ne peut effectuer – pour des raisons de sécurité – qu'en s'associant à d'autres acteurs-trices et sous certaines mesures de sécurité. Les conflits, les démonstrations de force et les intimidations n'ont en aucun cas diminué ; le dysfonctionnement des institutions honduriennes – par exemple dans le système judiciaire – est aujourd'hui particulièrement visible. La présence et l'accompagnement internationaux restent très importants !

Escalade de la violence en Palestine/Israël et évacuation des observateurs-trices internationaux des droits humains

Suite à l'escalade de la violence en Palestine/Israël début octobre, le programme EAPPI a évacué toutes et tous les accompagnateurs-trices œcuméniques de leurs lieux de mission à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Afin de garantir leur sécurité, ils-elles ont été renvoyé-es dans leur pays d'origine, d'où ils-elles poursuivront leur important travail de plaidoyer. Pour l'instant, on ne sait pas quand le retour sur le terrain des accompagnateurs-trices sera possible. Nous restons cependant en alerte et suivons de près l'évolution de la situation. Plus d'informations sur www.peacewatch.ch.

¹ Source : Boletín de datos de violencia contra mujeres y femicidios (periodo agosto 2023). Ecumenicas para el derecho a decidir.